

## Patrimoine/Visite de presse du nouveau site du musée national Un lieu de mémoire aux normes internationales



Photo : F. M. MOMBO

Vue de la façade avant du futur musée national des arts et traditions du Gabon.



Photo : F. M. MOMBO

Le ministre d'Etat Alain-Claude Billie-By-Nze guidant les journalistes dans l'une des pièces du musée.



Photo : F. M. MOMBO

Déjà aménagée, cette salle n'attend plus que les œuvres qui y seront exposées.

Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

*En attendant l'inauguration imminente et l'ouverture au public du futur musée national, les travaux de finition en cours sur le nouveau site laissent entrevoir un cadre de conservation à fière allure.*

A l'approche de son inauguration, le futur musée national des arts et traditions du Gabon affiche déjà fière allure. On en est à la phase des derniers réglages : vérification des normes de sécurité, renforcement de l'état des installations de vidéosurveillance intérieure et extérieure, établissement d'une police d'assurance, etc.

Entouré de quelques-uns de ses proches collaborateurs, le ministre d'Etat chargé de la Culture, Alain



Photo : F. M. MOMBO

"L'arbre à palabre" dans les jardins du musée, une des attractions du site.

Claude Billie-By-Nze, a dirigé, mardi après-midi, en avant-première, une visite-presses sur ce lieu de conservation du patrimoine national, implanté dans les anciens locaux de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Libreville. Les journalistes ont pu constater de visu que le travail de construction et de réhabilitation du site est quasiment achevé. Les salles sont déjà aména-

gées dans les normes requises pour accueillir les œuvres d'art ancien et contemporain.

« Il ne reste plus qu'à faire le réaménagement et le nettoyage. L'essentiel du travail a déjà été accompli pour réceptionner complètement le bâtiment. Les travaux devraient être achevés dans moins de 15 jours. Après, il nous a été recommandé l'observation de deux mois à vide, le



Photo : F. M. MOMBO

L'une des merveilles du futur lieu de conservation : les galeries de grotte.

temps des déménagements», a indiqué le ministre d'Etat Billie-By-Nze.

L'idée est d'en faire "un véritable lieu de vie culturelle" avec une place de choix pour les expositions d'ici et d'ailleurs. « Il y aura des expositions mais pas permanentes. Elles vont durer 3 à 6 mois, avec la possibilité d'être renouvelées. Nous avons, certes, une vie culturelle très im-

portante au Gabon, mais il faut s'ouvrir au monde», a ajouté le membre du gouvernement.

A la question de savoir si toutes les conditions sont réunies pour le rapatriement du reste de nos œuvres en exposition dans les musées occidentaux, le premier responsable du département de la Culture a répondu par l'affirmative. « C'est l'un des enjeux de ce nouveau musée. Et

d'ailleurs, l'une des problématiques sur la question du retour des biens culturels est liée aux espaces d'exposition, de conservation et de restauration. Nous avons été accompagnés par des spécialistes du musée du Quai Branly de Paris. Ceux-ci nous ont apporté des conseils pour que ce musée soit fonctionnel et qu'il apporte toutes les garanties de sécurité aux œuvres qui seront exposées, une fois rapatriées au Gabon. Ce qu'il faut savoir, par contre, c'est qu'à leur retour, ces objets d'art ne seront pas uniquement conservés dans les tiroirs, mais devront circuler à travers le monde», a informé Alain-Claude Billie-By-Nze.

Notons que le Pr Patrick Mouguiama Daouda et l'Unesco, a rappelé le ministre d'Etat, ont accompagné la réalisation de ce projet à travers le comité scientifique.

## Médias/ Journée internationale contre l'impunité pour les crimes contre les journalistes, aujourd'hui

### Mettre fin à l'impunité : certes des avancées, mais beaucoup reste à faire

SNN

Libreville/Gabon

*Pour sensibiliser davantage le public et les États à la question de l'impunité des crimes contre les journalistes, l'Unesco lance ce jour une nouvelle campagne : #TruthNeverDies.*

LE Gabon, à l'instar de la communauté mondiale, commémore ce vendredi 2 novembre la 5e édition de la Journée internationale contre l'impunité pour les crimes contre les journalistes instituée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Une célébration qui donne ainsi l'occasion à chaque État, mais aussi à tous les organismes internationaux, d'évaluer les efforts déployés sur le terrain pour répondre aux problèmes de sécurité auxquels font

face les journalistes dans l'exercice de leur métier.

Aussi, dans son propos de circonstance, la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, a non seulement reconnu les efforts jusqu'ici consentis pour assurer le maximum de sécurité aux journalistes, mais également pointé les défis qui restent à relever dans ce domaine, surtout à l'échelle des pays.

« Ces cinq années ont, certes, connu des avancées importantes et contribué à sensibiliser davantage l'opinion et les acteurs politiques à cette question de l'impunité. Le cadre juridique international a été renforcé avec l'adoption, depuis 2013, de plus de 10 résolutions par des organismes des Nations unies. Cependant, la mise en œuvre de mesures nécessaires au niveau national reste un défi », a souligné Mme Azoulay.

En effet, le rapport 2017-



Photo : AFP/L'Union

La directrice générale de l'Unesco Audrey Azoulay.

2018 de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture montre une augmentation des attaques et du harcèlement à l'encontre des femmes

journalistes, notamment sur les plateformes en ligne. D'où l'urgence d'apporter une solution à cette nouvelle forme de menace. Rappelant ainsi que la lutte contre l'impunité est

indissociable de la défense des libertés fondamentales comme la liberté de la presse et l'accès à l'information.

La première responsable de l'Unesco a interpellé les

uns et les autres sur la nécessité d'œuvrer pour mettre un terme à l'impunité. « Il est de notre responsabilité de ne pas laisser impunis les crimes perpétrés contre les journalistes, de garantir à ceux-ci des conditions de travail sûres et propres à l'épanouissement d'une presse libre et pluraliste. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrions bâtir une société juste, pacifique et véritablement ouverte sur l'avenir », a-t-elle recommandé.

C'est dans cette optique que l'Unesco lance, dès aujourd'hui, une campagne dénommée #TruthNeverDies (la vérité ne meurt jamais), pour sensibiliser le public à la question de l'impunité des crimes contre les journalistes. Il va s'agir de la publication d'articles rédigés en hommage à des journalistes tués dans l'exercice de leur travail.